



**CONVENTION**  
**entre la Région Nouvelle Aquitaine**  
**Et la Communauté de Communes du Civraisien en Poitou.**  
**Relative**

**à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises**

ENTRE

**LA REGION NOUVELLE AQUITAINE**, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n° 2019.128 du 15 février 2019,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

ET

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES du CIVRAISIEN en POITOU**, 10 avenue de la Gare - 86400 Civray, représentée par son Président, Monsieur Jean-Olivier GEOFFROY, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n°10-E du 19 février 2019,

ci-après désignée par « la Communauté de Communes »,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2018.2449 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2018 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la délibération n° 2019.128 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 15 février 2019 approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de Communes n°10-E en date du 19 février 2019 adoptant sa stratégie de développement économique, son règlement d'intervention des aides aux entreprises, et approuvant les dispositions de la présente convention.

## EXPOSE DES MOTIFS

### 0 Préambule

L'objectif de la présente convention est :

- de mettre en œuvre sur le territoire de la Communauté de Communes le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) Nouvelle-Aquitaine,
- d'engager un partenariat privilégié en matière de développement économique et d'accueil des entreprises entre la Communauté de Communes et la Région,
- d'arrêter le dispositif des aides aux entreprises que souhaite mettre en place la Communauté de Communes,
- de garantir la complémentarité des interventions économiques de la Communauté de Communes avec celles de la Région,

dans l'intérêt du développement économique régional, en partage avec les priorités communes et en compatibilité avec les orientations du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation Nouvelle-Aquitaine et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

En conséquence de quoi,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **Article 1 : Mise en œuvre du SRDEII**

La Communauté de Communes s'est dotée d'une stratégie de développement économique reposant sur un diagnostic de son territoire réalisée en concordance avec les orientations identifiées par le partenariat régional et inscrites dans le SRDEII Nouvelle-Aquitaine.

La stratégie de développement économique communautaire est jointe en annexe I de la présente convention. Elle repose sur les principes suivants :

- **TRAVAILLER SUR UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE** du territoire qui suppose de travailler en collaboration étroite avec les différents acteurs qui interviennent et évoluent sur le territoire : association et regroupement d'entreprises, chambres consulaires, et les partenaires extérieurs : département, région, associations...,
- **ACCOMPAGNER** pour permettre aux entreprises désireuses de s'installer ou de développer un projet, de le faire avec plus de sécurité,
- **DONNER ENVIE**, en positionnant notre stratégie de développement économique, au cœur de l'attractivité du territoire,
- **VOIR LOIN**, en anticipant les problématiques liées aux enjeux de notre territoire.

La stratégie est compatible avec les orientations du SRDEII.

### **Article 2 : Partenariat privilégié Communauté de Communes /Région**

La mise en œuvre conjointe de la stratégie de développement économique, dont la Communauté de Communes s'est dotée, et de la stratégie de développement économique régional, repose sur un partenariat privilégié entre ces collectivités.

Les engagements et les obligations auxquels la Communauté de Communes et la Région s'obligent mutuellement font l'objet d'une charte de partenariat économique figurant en annexe II à la présente convention.



### **Article 3 : Aides aux entreprises**

La Communauté de Communes a adopté son règlement d'intervention qui prévoit les caractéristiques des aides aux entreprises qu'elle souhaite attribuer. Il est organisé en conformité avec les 9 orientations du SRDEII et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

L'exposé des dispositifs du règlement d'intervention communautaire fait l'objet de l'annexe III à la présente convention.

Le montant et les modalités de l'intervention communautaire seront modulés en fonction des caractéristiques du projet. L'analyse s'appuie sur les principaux critères suivants :

- projet pour lequel le soutien est demandé,
- motifs économiques et sociaux qui légitiment l'intervention de la collectivité,
- type d'entreprise bénéficiaire et secteur d'activité concerné,
- zone géographique,
- création et/ou maintien d'emplois,
- effet de levier de l'aide publique sur l'entreprise,
- caractère novateur de l'investissement pour le tissu économique,
- impact sur l'environnement.

Les interventions réalisées au titre de la présente convention sont conformes aux règles européennes relatives aux aides publiques aux entreprises et au Code Général des Collectivités Territoriales. A cette fin, chacun des dispositifs précise son régime de rattachement.

Les entreprises bénéficiaires des aides doivent avoir une implantation sur le territoire communautaire et se conformer à l'ensemble des réglementations en vigueur, en particulier, celles relatives au droit du travail, aux obligations fiscales et sociales et à la protection de l'environnement.

Les modalités de mise en œuvre des aides aux entreprises font l'objet de l'annexe IV à la présente convention.

### **Article 4 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Chacune des parties peut demander la résiliation de la convention. La Communauté de Communes ne sera alors plus en capacité de mener des actions de développement économique ni d'attribuer des aides aux entreprises.

### **Article 5 : Modifications**

La présente convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, notamment en cas de modification substantielle des dispositifs d'intervention de l'une ou l'autre des collectivités.

**Article 6 : Evaluation**

La Communauté de Communes et la Région pourront décider de la mise en place d'un processus d'évaluation visant à apprécier l'efficacité et l'impact sur le territoire communautaire des dispositifs d'aides objet de la présente convention.

Fait à Bordeaux,

Le **15 MARS 2019**

Pour la Région Nouvelle Aquitaine  
Le Président du Conseil régional,



**Alain ROUSSET**

Pour la Communauté de Communes Civraisien en Poitou  
Le Président de la Communauté de Communes,



**Jean-Olivier GEOFFROY**

## **ANNEXES**

### **A LA CONVENTION entre la Région Nouvelle Aquitaine Et la Communauté de Communes Civraisien en Poitou. relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises**

#### **ANNEXE I STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

#### **ANNEXE II CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE**

#### **ANNEXE III REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES**

#### **ANNEXE IV MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES**

## ANNEXE I

## STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

## 1- Diagnostic et enjeux

*Entreprises*

Le territoire compte environ 2 700 établissements.

Son économie est caractérisée par une agriculture dominante et un maillage de TPE artisanales et commerciales et de services.

La faible vocation industrielle et les entreprises ayant subi les effets de la crise offrent un niveau d'emploi assez restreint.

Industrie	Nombre	% sur le territoire	% dans le département
Agriculture, Sylviculture et pêche	1	0	0
Construction/BTP	2	1	0
Electricité énergie	3	1	2
Fabrication agroalimentaire	27	10	26
Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir, et de la chaussure	34	13	21
Fabrication machines équipement mat transport	8	3	13
Fabrication produits informatiques, électroniques, électriques	6	2	24
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	51	19	32
Autres industries manufacturières	12	4	2
Travail bois papier	7	3	7
Industrie chimique extractive	0	0	0
<b>Total Industrie</b>	<b>151</b>	<b>56</b>	<b>3</b>

(chiffres Cci 2017)

Le tissu commercial et artisanal est dense et assez bien équilibré. Dans ce secteur, se pose le problème de la transmission / reprise compte tenu du vieillissement des chefs d'entreprises.

Les dispositifs d'aides aux TPE (*FISAC, BRDE, CORDEE TPE, Coup de Pouce, Vienne Initiative...*) soutenus par les collectivités locales, l'Etat et l'Europe ont limité les effets de la crise. Ils ont suscité de nombreuses vocations, notamment de la part des jeunes et permis de moderniser l'outil de travail. Les procédures contractuelles ont permis une réponse adaptée aux besoins exprimés par un tissu artisanal et commercial en renouvellement.

Commerces et services sur le territoire	Nombre
Alimentation générale	13
Alimentation spécialisée	32
Automobiles, motos,	57
Café, hôtel, restaurant, autres hébergements	92
Equipeement de la personne	13
Equipeement de la maison	24
Culture, loisirs	9
Autres commerces non alimentaires	8
Santé, beauté	65
Commerces sur évenitaires, marchés, et vente hors magasin	41
Services aux particuliers	80
Commerces de gros	51
<b>Total Commerces/services</b>	<b>458</b>

(chiffres Cci 2017)

Plus de 60% des entreprises n'emploient pas de salariés.



Certaines petites communes voient encore tout de même leur dernier commerce disparaître, au profit de pôles économiques forts. L'action des collectivités pour limiter cette tendance a été de s'impliquer dans la rénovation de locaux et des opérations « relais ».

### Tourisme

Depuis plus de 30 ans dans le cadre des politiques contractuelles successives, les collectivités œuvrent en faveur de la requalification et de la modernisation de l'offre touristique existante, notamment en matière d'hébergement.

Les acteurs publics et privés ont concentré leurs efforts sur la création de pôles touristiques structurants visant à stimuler l'offre diffuse (*Vallée des Singes, Cormenier...*).

En 2011, la capacité théorique d'accueil sur le territoire est de 2444 personnes (1 emplacement de camping = 3 personnes).

Même si l'offre d'accueil en hébergements, représente un bon maillage et une diversité d'hébergements diffus : gîtes, chambres d'hôtes, campings, campings à la ferme, hébergements insolites (*cabanes dans les arbres*)... on note certains manques : la petite hôtellerie a connu une forte décroissance depuis une vingtaine d'années (*non rentabilité, contraintes de normes...*) et les hébergements pouvant accueillir des groupes constitués d'individuels (voyages organisés / car de 50 personnes) sont absents du territoire.

Le territoire compte un certain nombre d'atouts en terme d'offre touristique : la Vallée des singes, le Cormenier, le Parc de la Belle, mais aussi un patrimoine historique riche et varié (églises, moulins, châteaux, abbayes ..), un patrimoine naturel et paysager agréable avec les vallées de la Charente et du Clain, des sentiers de randonnées (750 km de sentiers et chemins balisés, référencés), chemin d'eau sur la Charente, et une offre générale de loisirs satisfaisante (randonnées, manifestations diverses, visites guidées, ...).

Des outils de promotion à l'échelle du territoire sont déjà en place (guides, participations à des salons du tourisme), grâce à un travail commun des quatre offices de tourisme même avant la récente fusion du 1<sup>er</sup> janvier 2017. L'offre touristique du territoire reste tout de même insuffisamment structurée, les différents acteurs (*offices de tourisme, prestataires et collectivités*) ne mettant pas encore assez l'accent sur l'indispensable travail en réseau et la mise en commun d'outils pour promouvoir cette offre à partir notamment des usages des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). Une meilleure organisation à ce niveau permettrait donc une meilleure valorisation du territoire.

## Stratégie économique, orientations et actions

### Permettre un développement endogène du territoire

Le projet de développement économique élaboré par la Communauté d Communes du Civraisien en Poitou s'appuie sur des choix qui guident les orientations stratégiques retenues :

**TRAVAILLER SUR UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE** du territoire qui suppose de travailler en collaboration étroite avec les différents acteurs qui interviennent et évoluent sur le territoire : association et regroupement d'entreprises, chambres consulaires, et les partenaires extérieurs : département, région, associations...

**ACCOMPAGNER** pour permettre aux entreprises désireuses de s'installer ou de développer un projet, de le faire avec plus de sécurité,

**DONNER UN VUEIL**, en positionnant notre stratégie de développement économique, au cœur de l'attractivité du territoire,

**VOIR LOIN**, en anticipant les problématiques liées aux enjeux de notre territoire.

### Accompagnement – Conseil – Soutien – Innovation

La gouvernance politique est assurée via la Commission économique réunie de manière régulière. Force de proposition, la commission représente le premier stade d'étude d'un projet. Si un projet reçoit un accueil favorable en commission, il est présenté au bureau puis soumis au vote du conseil communautaire.



## 4 ORIENTATIONS STRATEGIQUES, 17 ACTIONS

### ORIENTATION STRATEGIQUE 1 : Animer les acteurs du territoire

**ACTION 1 :** Améliorer la connaissance du tissu économique : mettre en place un dispositif de veille

Pour maîtriser l'information stratégique relative aux performances de son tissu économique, la CCCP doit piloter la mise en place d'un dispositif de suivi de l'actualité de son tissu économique. L'objectif est de collecter l'information pour disposer des indicateurs lui permettant d'influer sur ses choix. Cette action sera menée en collaboration étroite avec les Chambres Consulaires.

*Temps d'agent – outils informatique – achats de données - diagnostics*

**ACTION 2 :** Mener des actions et créer du lien avec les Club d'entreprises, UCIAL... L'animation physique des réseaux d'acteurs autour des activités a pour objectif d'accélérer leur développement. Il s'agit ici d'animer des dynamiques d'acteurs via le/les clubs d'entreprises par domaine ou par zone d'activités.

*Temps d'agent – financement d'actions – organisation d'évènements*

### ORIENTATION STRATEGIQUE 2 : Développer un accompagnement complet

**ACTION 1 :** Créer un lieu d'accueil d'entreprises. Création d'une Maison des entreprises, en partenariat avec les Chambres Consulaires. Tout entrepreneur sera accueilli dans cette structure, dépendante de la Communauté de Communes afin d'échanger sur son projet dans sa globalité.

*Temps d'agent – financement d'actions – organisation de formation, de temps collectifs*

**ACTION 2 :** Accompagner les entreprises à s'installer. En matière d'aides directes aux entreprises, la Communauté de Communes, en lien avec son programme LEADER, souhaite intervenir sur l'aide à la création et l'aide au primo développement.

*Aides directes – portage d'études*

**ACTION 3 :** Accompagner les entreprises à se développer (même règlement que les aides à la création sur de l'aide à la stratégie, aide à l'investissement, aide au recrutement, aide à la reprise, aides aux actions collectives pour les TPE.

*Aides directes – portage d'études*

**ACTION 4 :** Communiquer sur les dispositifs existants, au sein de la Maison des entreprises et lors de campagne de communication spécifique, pour permettre à tous le même accès l'information.

*Temps d'agent – financement d'actions*

### ORIENTATION 3 : Proposer un territoire plus accessible et mieux connecté

**ACTION 1 :** Positionner le territoire, développer les partenariats externes : communiquer sur les ZAE avec les territoires voisins.

**ACTION 2 :** Accompagner l'installation du Très Haut Débit : la communauté de communes intervient déjà dans le cadre du SDTAN, et complète le dispositif dans le cadre du programme LEADER : le SDTAN va jusqu'à la zone économique, la communauté de communes complète jusqu'à la parcelle. Il y aura un reste à charge pour la collectivité.

**ACTION 3 :** Repositionner les Zones d'Activités Economiques du territoire

### ORIENTATION 4 : Accompagner les mutations

**ACTION 1 :** Identifier les filières prioritaires et mettre en place des actions (circuits court Agriculture : aide sur la transformation des productions agricoles, commercialisation à la ferme, circuits courts), Filière agro-alimentaires : aides aux projets d'investissement productif, aides à l'innovation, outil de production, aide à l'immobilier (à voir avec taux d'intervention et plafonnement).

**ACTION 2 :** Développer de nouveaux modes de travail : Tiers lieux...

**ACTION 3 :** Economie circulaire : aides à l'investissement sur la valorisation des déchets

**ACTION 4 :** Revitalisation des centres bourgs : commerce



---

*ORIENTATION 5 : Faire du tourisme un moteur de développement économique*

---

**ACTION 1 : Définir la stratégie du développement touristique** (préalable aux actions suivantes)

**ACTION 2 :** Accompagner la création d'hébergements de grande capacité, accompagner à la qualification des hébergements : attention, il faut se rapprocher des Gîtes de France, la demande ne serait peut-être pas si importante sur les hébergements de groupes. Le Schéma qui va être engagé nous permettra d'avoir une meilleure vision des besoins sur le territoire.

**ACTION 3 :** Accompagner les projets de développement touristiques

## ANNEXE II



### CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

Le Code général des collectivités territoriales donne à la Région la responsabilité exclusive de la définition des orientations en matière de développement économique, la définition des régimes d'aides et l'attribution des aides aux entreprises sur le territoire régional.

Ce même Code permet aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement économique de leurs territoires en compatibilité avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) élaboré par le partenariat économique régional sous l'égide de la Région. Les communautés d'agglomération et communautés de communes disposent pour une grande partie d'entre elles de l'expertise nécessaire en interne.

Cette même exigence de compatibilité avec le SRDEII s'impose à la Région lorsqu'elle élabore ses propres stratégies de développement économique et qu'elle définit les régimes d'aides aux entreprises. C'est dans ce cadre que la Région a établi son règlement d'intervention qui définit les régimes d'aides utilisables par l'ensemble des collectivités sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans un but d'efficacité de l'action publique sur le territoire et afin de bâtir un cadre conjoint des stratégies publiques de développement économique et des aides aux entreprises, la stratégie régionale doit se conjuguer aux stratégies locales des communautés d'agglomération ou de communautés de communes dans le respect des compétences que la loi attribue à chacune de ces collectivités.

La présente charte propose un cadre de partenariat et d'articulation des relations entre les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région, pour le meilleur accueil des projets des entreprises.

#### **La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite établir un partenariat privilégié avec les communautés d'agglomération et les communautés de communes.**

Ces Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent mettre en œuvre le SRDEII avec la Région, conformément aux dispositions de l'article L 4251-18 du Code général des collectivités territoriales. Ils constituent l'échelon local de proximité au plus près des acteurs économiques. Il est donc essentiel que les canaux de coordination soient établis et efficaces entre ces collectivités et la Région.

Le SRDEII précise que la Région ne délèguera pas au niveau local ses compétences de pré-instruction, d'instruction ou d'attribution des aides. Pour correspondre au mieux au foisonnement des initiatives et aux habitudes de relations multi-canaux des entrepreneurs et des acteurs économiques, la Région ne recherchera pas une logique de guichet unique mais favorisera avec les communautés d'agglomération/communautés de communes l'ensemble des circuits et réseaux permettant aux entreprises et aux acteurs économiques de trouver le plus rapidement possible l'interlocuteur le plus à même de répondre à leurs questionnements et de soutenir leurs projets.

Dans le cadre d'une complémentarité territoriale, la Région souhaite que les communautés d'agglomération/communautés de communes puissent orienter, conseiller et effectuer un accueil qualifié des entreprises et des opérateurs économiques locaux porteurs de projet. Par leurs contacts directs et réguliers avec une part importante du tissu économique local, les communautés d'agglomération et les communautés de communes réalisent de manière habituelle et naturelle un primo-accueil pour les entreprises porteuses de projets, partagé avec d'autres acteurs territoriaux, chambres consulaires notamment.



Cet accueil devra s'effectuer de manière concertée avec la Région, il devra être qualifié et de qualité. A cette fin, la Région mettra en place de façon régulière et structurée les canaux d'information et/ou de formation pour assurer la montée en compétence et la qualité des réponses, conseils et orientations qui seront proposées par les élus et les personnels des communautés d'agglomération/communautés de communes. Des points de coordination spécifiques pourront être réalisés entre la Région et les communautés d'agglomération/communautés de communes pour suivre l'avancée des projets et coordonner leurs efforts sur les projets du territoire. Ces aspects pourront être décrits dans le cadre des conventions passés avec les communautés d'agglomération/communautés de communes.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes s'engagent à renforcer leur professionnalisation en établissant des organisations adaptées aux besoins d'accueil et d'orientation des entreprises, en veillant à la meilleure formation de leurs personnels et en assurant la fluidité et la qualité des informations transmises.

### **Les communautés d'agglomération/communautés de communes partagent des enjeux communs tout en conservant leurs spécificités, leurs attentes et leurs priorités.**

Les communautés d'agglomération/communautés de communes, par leur rôle de centralité locale et les compétences qui leur sont attribuées partagent les priorités suivantes :

- l'aménagement économique et le parcours immobilier des entreprises ;
- le contact de proximité avec les différents acteurs économiques locaux ;
- l'importance de l'économie résidentielle de proximité, des commerces, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire et du dynamisme des centres bourgs et des centres ville ;
- la promotion et la valorisation de leurs territoires ;
- les conditions de vie, de formation et de recrutement sur les territoires ;
- l'accessibilité, la qualité des moyens de transports et l'intermodalité ;
- la qualité des services locaux proposés aux entreprises, y compris le THD.

### **Les communautés d'agglomération/communautés de communes ont vocation à prendre toute leur place dans les éco-systèmes d'animation économique de leur territoire**

Deux types principaux d'éco-systèmes et de réseaux d'animation économique exercent leurs activités sur les territoires :

- des réseaux mis en place par les entreprises ou leurs organismes professionnels ou interprofessionnels : les syndicats professionnels, les associations interprofessionnelles, souvent par branche d'activité ou filière, les clusters,...
- des réseaux exerçant des missions pour le compte de la Région au travers de conventionnements, et notamment :
  - ❖ les réseaux consulaires ; en particulier, la Région a engagé un partenariat avec la Chambre régionale de commerce et d'industrie pour mettre en place une gouvernance élargie en matière d'accompagnement des entreprises à potentiel, reposant notamment sur le rôle de proximité des chambres territoriales au service de la prospection des projets d'entreprises,
  - ❖ l'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine, qui propose aux collectivités adhérentes un partenariat reposant sur un programme concerté d'actions de communication et de coopération.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes sont invitées à intégrer ces éco-systèmes et réseaux d'animation pour disposer de l'information la plus pertinente sur les entreprises de leur territoire et bénéficier de lieux d'échanges leur permettant de parfaire leurs stratégies économiques et d'adapter leur offre aux besoins des entreprises et aux interventions de la Région.

### **Les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région financent conjointement les projets économiques de leur territoire**

Le SRDEIL, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, pose le principe d'une complémentarité des interventions des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Cette complémentarité s'entend de deux manières :

- les régimes d'aides sont complémentaires dans leurs finalités, les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région pouvant effectuer du financement alternatif,
- les régimes d'aide sont établis de manière conjointe et les projets peuvent bénéficier de co-financements des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Dans le cadre du règlement d'intervention régional des aides aux entreprises, les communautés d'agglomération/communautés de communes veilleront avec la Région à maintenir la complémentarité des dispositifs qu'elles mettent en œuvre sur le territoire régional. En particulier, les interventions devront être concertées en amont. La communauté d'agglomération/communauté de communes ne pourra pas compléter a posteriori des plans de financement déjà établis entre la Région et le bénéficiaire. En outre, les montants apportés dans un plan de financement conjoint par la communauté d'agglomération/communauté de communes devront avoir un véritable effet de levier sur les financements privés.

Pour cela, la Région et la Communauté d'agglomération/Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite que le projet obtienne un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté d'agglomération/ Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

-o0o-

Approuvée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 10 juillet 2017, la présente charte est annexée aux conventions passées entre la Région et les communautés d'agglomération et les communautés de communes en application des articles L 4251-18, L 1511-2, L 1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 du Code général des collectivités territoriales.



**ANNEXE III**  
**REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES**

**ORIENTATION 1 Anticiper et accompagner les transitions régionales numériques, écologiques et énergétiques et de mobilités**  
**TRANSFORMATION NUMERIQUE**

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Développement du Très Haut Débit dans les ZAE	Permettre le raccordement de la fibre optique aux parcelles des zones d'activités prioritaires, et favoriser la montée en débit.	entreprises	Investissement et fonctionnement	20%	SA 37183 THD
Soutien au déploiement de Tiers Lieux	Création, aménagement	Entreprises, dont associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Études préalables : faisabilité technique, économique</li> <li>- Programme d'aménagement spécifique</li> <li>- Opérations de lancement</li> <li>- Aménagement et équipement du tiers-lieu</li> <li>- Équipements informatiques et multimédias</li> <li>- Coûts de communication et de marketing,</li> <li>- Coûts des services de consultants ou prestataires, utilisés exclusivement pour le projet,</li> </ul>	10%	1407/2013 de minimis SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 de minimis SA 40206 infrastructures locales SA 40453 PME

**ECONOMIE CIRCULAIRE**

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Valorisation et traitement des déchets	Formations, accompagnement collectif et individuel sur l'action « déchets = ressources »	Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>Études préalables techniques, financières...</li> <li>Accompagnement technique individuel/collectif</li> <li>Formations</li> <li>Aides à l'investissement immobilier et à l'acquisition de matériel</li> </ul>	10%	SA 40453 PME SA 40207 Formation SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 de minimis



## ORIENTATION 2 FAVORISER LES POLITIQUES DE FILIERES

Dispositions communes

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Organisation de manifestations et d'événements	Promouvoir les actions portées par les acteurs économiques du territoire 1 manifestation par an maximum Manifestation intercommunale ou action à visée intercommunale Evénements (foire expo, comice agricole, valorisation d'une filière, ...)	PME	Coûts d'organisation plafonnés à 12 000 €	10 %	SA 40453 PME
	Travail en partenariat avec les acteurs locaux afin d'atteindre les objectifs stratégiques de la politique de développement économique de la CDC Promotion de filière/métiers/emploi/formation Actions de communication Actions de promotion du commerce Action programmée en partenariat avec la CDC, répondant à la stratégie intercommunale Action de formation, sensibilisation à destination des commerçants, entrepreneurs		Coûts d'animation  Plafonnés à 30 000 €	30%	SA 40391 RDI
			Coûts de formation		SA 40207 Formation

## ORIENTATION 5 SOUTENIR L'ECONOMIE TERRITORIALE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aides aux entreprises pour la création et le développement de l'activité	Moderniser les locaux d'activité des entreprises, améliorer leurs performances économiques et sociales, favoriser l'installation d'entreprises sur le territoire	TPE	Coûts d'investissement plafonnés à 75 000 € HT Plancher à 4 000 € HT	20 % plafonnés à 6 000 €	SA 39252 AFR SA 40453 PME
	Soutien aux micro-projets des entreprises Prêt à taux 0		Immobilier, VRD, matériel plafonnés à 50 000€ HT	20% 20% plafonnés à 20 000€	SA 40453 PME SA 40453 PME N677a/2007 prêts publics
	Soutien à l'accompagnement à la création d'entreprises	PME	Coûts d'accompagnement	20%	SA 40453 PME

## ORIENTATION 9 – ACCES DES ENTREPRISES AUX FINANCEMENTS

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Renforcer les fonds propres des entreprises	Soutien à la création et au développement des PME par l'abondement de fonds de prêts d'honneur	PME	Dépenses liées à la création ou au développement	Selon régime	SA 40453 PME

## TOUTES ORIENTATIONS

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aide à l'immobilier d'entreprise	Favoriser l'installation et le développement d'entreprises	Entreprises + de 2 salariés	création et réhabilitation de bâtiment plafonnée à 166 666 € HT	30% plafonnés à 50 000 €	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 de minimis
		entreprises	Rabais sur vente de terrains viabilisés sur les ZAE		
			Rabais sur location de bâtiments industriels, artisanaux et commerciaux communautaires	30% les 2 premières années	



## ANNEXE IV MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

### **I Attribution des aides aux entreprises**

#### **1.1. Réalisation du projet objet de l'aide**

Une convention sera passée entre la collectivité décidant de l'octroi de l'aide et le bénéficiaire.

Elle précisera :

- les références au dispositif du règlement d'intervention,
- les références au régime d'aide notifié ou exempté constituant la base juridique de l'intervention publique,
- la nature, la durée et l'objet de l'intervention publique,
- le montant et les modalités de versement des aides prévues,
- le plan de financement de l'opération faisant apparaître l'ensemble des ressources affectées à la réalisation du même projet et notamment les autres financements accordés sur fonds publics,
- les engagements de l'entreprise concernant la réalisation des investissements et la création d'emplois,
- les conditions de versement et de solde de l'aide publique,
- le contrôle qu'exercera la collectivité sur la réalisation du projet et des conditions de la convention : respect du projet de développement, création et/ou maintien d'emplois, respect de l'obligation d'information de la collectivité,...

#### **1.2. Modalité d'octroi des aides**

La Région et la Communauté de Communes sont responsables chacun en ce qui les concerne, de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

Les projets éligibles peuvent être soutenus financièrement, soit uniquement par la Communauté de Communes, soit conjointement par la Région et la Communauté de communes, soit uniquement par la Région.

La présente convention ne peut amener à contraindre l'une des collectivités partie prenante à financer un projet soutenu par l'autre partie, ni à réserver des crédits d'intervention de la Région sur le territoire de la Communauté de Communes.

#### **1.3. Coordination**

La Région et la Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite obtenir un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

### **II. Information et transparence**

#### **2.1. Bilan annuel des aides**

Afin de permettre à la Région de satisfaire aux obligations d'information posées par l'article L 1511-1 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté de Communes lui transmettra avant le 30 mars de chaque année un relevé des aides attribuées dans l'année au titre de la présente autorisation. Ce relevé sera effectué sur la base des tableaux transmis par les Préfets correspondant à la circulaire annuelle relative au bilan des aides d'Etat du Ministère de l'Intérieur/Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Dans le cas où la Communauté de Communes n'aurait pas transmis ces éléments avant le 30 mars, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Communauté de Communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.

## **2.2. Transparence**

Chaque aide d'Etat individuelle d'un montant supérieur à un seuil fixé par la réglementation européenne doit être publiée par la collectivité territoriale qui attribue l'aide sur un site unique de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat, dans les 6 mois à compter de la date d'octroi. Ce seuil est de :

- 500 000 € dans le cas général et pour les aides dans le secteur de la forêt,
- 60 000€ pour les aides dans le secteur de la production agricole,
- 30 000€ pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Ces seuils s'entendent par régime et décision d'octroi, tous financeurs publics confondus. Si le bénéficiaire de l'aide est une personne publique, son autofinancement, hors la part issue de contributions privées, est compté dans ce cumul.

Cette déclaration doit être effectuée au plus tard dans les 6 mois suivant la date d'octroi de l'aide.

Toute aide qui n'aurait pas respecté cette obligation est incompatible et devra être récupérée.

Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont précisées par circulaire ministérielle et contrôlées par les Préfets.

Dans le cas où la Communauté de Communes refuserait de se soumettre à cette obligation, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Communauté de Communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION  
entre la Région Nouvelle Aquitaine  
et la Communauté de Communes du Civraisien-en-Poitou relative  
à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation  
(SRDEII) et aux aides aux entreprises  
signée le 15 mars 2019**

**ENTRE**

**LA REGION NOUVELLE AQUITAINE**, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature du présent avenant par la délibération n° 2020.747.SP du 10 avril 2020,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

**ET**

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CIVRAISIEN-EN-POITOU**, domiciliée 10 avenue de la Gare, 86400 CIVRAY, représentée par son Président, Monsieur Jean-Olivier GEOFFROY, dûment habilité à la signature de la présente convention par la décision 54-2020 du 14 mai 2020,

ci-après désignée par « la Communauté de communes »,

**d'autre part,**

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercices des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu la délibération n°2019.1197 de la Commission permanente du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine en date du 8 juillet 2019 approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2019.2277 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 16 décembre 2019 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,



Vu la délibération n°8E du Conseil de la Communauté de Communes en date du 25 juin 2018 adoptant sa stratégie et ses orientations de développement économique,

Vu la délibération n°10E du Conseil de la Communauté de Communes en date du 19 février 2019 adoptant son règlement d'intervention des aides aux entreprises, approuvant les dispositions de la convention SRDEII et autorisant son président à signer la convention.

Vu la Convention SRDEII signée entre les Parties le 15 mars 2019,

Vu la délibération n° 2020.747.SP de la Séance Plénière du Conseil régional en date du 10 avril 2020 approuvant les dispositions du présent avenant,

Vu la décision 54-2020 du 14 mai 2020 du Président de la Communauté de Communes approuvant les dispositions du présent avenant.

## PREAMBULE

La pandémie liée au « COVID-19 » a entraîné un ralentissement considérable de l'économie de la Région Nouvelle-Aquitaine et du territoire de la Communauté de Communes du Civraisien-en-Poitou. En effet, les mesures prises par le gouvernement, relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ont limité la possibilité d'ouverture de la plupart des commerces et réglementé les déplacements de la population.

Les conséquences de ces mesures, prises pour lutter contre la propagation du virus, entraînent de lourdes conséquences sur l'activité économique et financière de toutes les entreprises. Face à cette situation préoccupante, la Région et la Communauté de Communes du Civraisien-en-Poitou ont décidé de réagir en urgence en mobilisant tout moyen utile.

En conséquence de quoi, il est convenu ce qui suit :

### Article 1 :

Il est convenu la modification suivante de l'annexe 3 de la convention SDEII, par l'ajout de dispositifs liés à la crise COVID 19.

### Article 2 :


Aucune autre disposition de la Convention n'est modifiée.

Fait à Bordeaux,

Le .....

**18 JUIN 2020**

Pour la Région Nouvelle Aquitaine  
Le Président du Conseil régional,



**Alain ROUSSET**

Pour la Communauté de Communes du Civraisien-en-Poitou  
Le Président de la Communauté de Communes,



**Jean-Olivier GEOFFROY**

**ANNEXES**

**A L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION  
entre la Région Nouvelle Aquitaine  
Et la Communauté de Communes du Civraisien-en-Poitou,  
relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et  
d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises**

**ANNEXE III**

**REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES**

## ORIENTATION 9 : DEVELOPPER L'ECOSYSTEME DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

## FINANCEMENT DES ENTREPRISES

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Fonds de prêt de solidarité et de proximité	Soutenir les entreprises qui ont subi la crise COVID 19	Entreprises de moins de 10 salariés et associations ayant une activité économique de moins de 50 salariés	Besoin en fonds de roulement	Abondement du fonds de solidarité et de proximité à raison de 2 € par habitant, soit 56 692 € Prêts à taux zéro sans garantie octroyés par le réseau régional Initiative Nouvelle-Aquitaine (montant du prêt entre 5 000 et 15 000 €)	SA 56 985 régime temporaire 1407/2013 de minimis

## TOUTES ORIENTATIONS

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aide exceptionnelle face à la crise COVID19 (sur deux périodes)	Soutenir les entreprises qui ont subi la crise COVID 19 en ayant perdu au moins 50% de leur CA sur deux périodes : la 1ère de mars ou avril 2020 par rapport à 2019 et la 2 <sup>ème</sup> de mai ou juin 2020 par rapport à 2019	Entreprises constituant le revenu principal de leur dirigeant ayant entre 0 à 5 salariés et dont le CA est inférieur à 1M€	Besoin en fonds de roulement	Aide jusqu'à 1 000 € par entreprise renouvelable une fois (une par période) Dotation de 150 000 €	SA 56 985 régime temporaire 1407/2013 de minimis